

---

# Le présent et l'avenir

## Pandémies et crises: Égalité des sexes, paix et sécurité dans un monde marqué par la COVID-19 et au-delà

---

### 1. Introduction

L'impact de la COVID-19 est profondément lié à l'égalité des sexes. L'analyse des conflits liés à l'égalité des sexes et les droits humains des femmes et des jeunes filles doivent donc être au cœur des réponses et du rétablissement à court et à long terme de la planète face au COVID-19 et aux futures pandémies et crises. Les actions doivent évaluer l'impact disproportionné du virus sur les personnes, les communautés et les pays en fonction de leurs identités croisées telles que le sexe, l'âge, la race, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, le handicap et les minorités religieuses et ethniques, en tenant dûment compte des questions de position socio-économique, de statut relationnel et de statut de réfugié ou de personne déplacée à l'intérieur d'un pays (PDI). En outre, toute réponse doit tenir compte de la manière dont la pandémie de la COVID-19, et les pandémies et crises futures, influent sur les dynamiques de conflit qui sont en elles-mêmes liées au genre. Les réponses doivent tenir compte de l'impact à long terme de la COVID-19, ainsi que de celui des futures crises et pandémies émergentes sur l'augmentation des inégalités et des conflits. Cet exposé résume les **résultats des recherches** menées par 22 partenaires dans 10 pays.<sup>1</sup>

Cet ensemble de données permettra aux gouvernements, à la communauté internationale<sup>2</sup> et à la société civile de mieux répondre à la COVID-19, ainsi qu'aux futures pandémies et crises, et de respecter leurs engagements envers le programme Femmes, paix et sécurité (FPS). Dans le cadre de cette recherche participative, plus de 200 organisations en Afghanistan, Colombie, Irak, Liban, Myanmar, Nigeria, Palestine, Somalie, Ouganda et Ukraine ont été consultées sur l'impact de la Covid-19 sur l'égalité des sexes, la paix et la sécurité. Les organisations ont formulé des recommandations pour la réponse locale, nationale et internationale à la COVID-19 et aux futures pandémies et crises. Les

<sup>1</sup> Les partenaires incluent : ABAAD – Resource Center for Gender Equality, ActionAid, Association of International Development Agencies (AIDA), Afghan Women's Resource Centre (AWRC), ASUDA – Empower Women to Lead, CARE International, Enlightened Myanmar Research Foundation (EMReF), GAPS, GENFAMI, International Alert, Iraqi Women Network (IWN), Legal Action Worldwide (LAW), Mercy Corps, Nasnaha Charitable Foundation, Saferworld, Somali Women's Development Centre (SWDC), Womankind Worldwide, Women Advocacy Research and Documentation Centre (WARDC), Women for Women International (WfWI), Women's Center for Legal Aid and Counseling (WCLAC), Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), et Women's International Peace Centre (WIPC).

<sup>2</sup> La communauté internationale comprend les gouvernements, les agences multilatérales, les ONGI, les donateurs et les fondations.

consultations ont été conçues à l'aide de l'outil Beyond Consultations.<sup>3</sup> Les rapports nationaux pour chacun des pays présentent des recommandations spécifiques à leur contexte.<sup>4</sup> Cet exposé présente les résultats obtenus dans les dix contextes et les recommandations générales. Pour des raisons de sécurité, les organisations participantes ne sont pas nommées, mais tous les partenaires du projet leur sont reconnaissants pour le temps, les connaissances et l'expertise qu'ils ont consacrés, en particulier dans le cadre de la réponse à une pandémie mondiale qui a eu un impact sur le temps et les ressources de la société civile et a augmenté les soins non rémunérés des femmes et des filles.

## 2. Évolution de la situation de la paix, de la sécurité et de l'égalité des sexes sous COVID-19

Depuis plus d'un an, la COVID-19 affecte la paix, la sécurité et l'égalité des sexes. Depuis que les recherches pour le [rapport de notre partenaire conjoint](#) ont débuté en 2020, la COVID-19 a continué de recouper et d'exacerber les fragilités et les inégalités existantes. Depuis le développement et la distribution des vaccins COVID-19, il existe déjà des exemples préoccupants d'inégalité d'accès aux soins. Des tests et des vaccins fiables devraient être accessibles à tous, au lieu de l'actuel déploiement de programmes de vaccination dans lesquels les pays à haut revenu, qui ne représentent que 14 % de la population mondiale, ont acheté jusqu'à 53 % des vaccins produits jusqu'à présent.<sup>5</sup>

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de **Palestine** (UNRWA), qui est chargé de fournir des services à 2,2 millions de réfugiés palestiniens dans les Territoires palestiniens occupés (TPO), est toujours confronté à une crise financière qui limite sa capacité à fournir des services vitaux. Par ailleurs, Israël a entamé le processus de vaccination de ses citoyens en décembre 2020 et occupe la première place mondiale en matière de vaccination par habitant. Pendant ce temps, les TPO ont pour objectif de commencer leur campagne de vaccination à la mi-février 2021. Malgré la pression internationale, Israël a jusqu'à présent refusé d'étendre sa campagne de vaccination aux Palestiniens, au-delà d'un transfert humanitaire de quelques milliers de doses. Les territoires palestiniens occupés sont donc confrontés à une période prolongée de crise provoquée par la COVID, sans qu'aucun calendrier ne permette de la surmonter. Entre novembre 2020 et février 2021, les violations israéliennes contre les Palestiniens ont continué, et même augmenté. En particulier, on a constaté une augmentation des démolitions de structures et des menaces de transfert forcé pour des communautés clés en Cisjordanie.

<sup>3</sup> L'outil « Beyond Consultations » aide la communauté internationale à mener des consultations plus significatives auprès des femmes touchées par les conflits. En utilisant cet outil, les partenaires se sont assurés que les KII étaient intersectionnels et incluaient donc des femmes et d'autres membres de groupes exclus et marginalisés. Il s'agit notamment des jeunes, des jeunes femmes et des filles, des personnes handicapées, des femmes issues de diverses minorités, des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, des femmes et des groupes représentant des minorités religieuses et ethniques, des groupes et organisations de femmes en milieu rural, ainsi que des OSC (Organisations de la société civile) et autres organisations basées dans au moins trois à cinq régions de chaque pays.

<sup>4</sup> Veuillez cliquer sur le contexte pour accéder aux rapports mondiaux et nationaux : [Mondial](#), [Afghanistan](#), [Colombie](#), [Irak](#), [Liban](#), [Myanmar](#), [Nigéria](#), [Palestine](#), [Somalie](#), [Ouganda](#) et [Ukraine](#)

<sup>5</sup> Global Citizen, 2021. 'Le Royaume-Uni a mobilisé un milliard de dollars pour contribuer à l'acheminement du vaccin COVID-19 vers les pays à faible revenu'

---

Le gouvernement **colombien** a annoncé une initiative visant à accorder un statut juridique temporaire à un million de réfugiés et de migrants vénézuéliens. Ce statut permettrait aux réfugiés et migrants vénézuéliens d'obtenir un permis de 10 ans leur donnant un accès légal au marché du travail, à l'éducation et aux systèmes de santé, ainsi qu'à d'autres services publics.

En **Ouganda**, la situation financière des organisations de défense des droits des femmes (ODDF) continue de se dégrader. Plusieurs d'entre elles décrivent aujourd'hui une menace quasi existentielle pour leur capacité à continuer à fonctionner au-delà des salaires mensuels, car les donateurs et les agences des Nations Unies réduisent leur financement ou le redirigent vers d'autres priorités et agences.<sup>6</sup> En conséquence, les ODDF risquent d'être exclues du redressement socio-économique à moyen et long terme après la COVID-19 pour reconstruire l'égalité. L'espace civique dans lequel opèrent les ODDF est également de plus en plus restreint, le gouvernement ougandais ayant ordonné le gel des comptes d'une ODDF et d'une OSC en décembre 2020 sur la base d'allégations de financement du terrorisme.<sup>7</sup> Alors que l'Ouganda se dirigeait vers les élections générales de février 2021 dans un contexte de pandémie de COVID-19, la Commission électorale a interdit les campagnes de masse physiques et les a transférées vers les médias et les espaces en ligne. Cela a eu un impact disproportionné sur la participation des femmes candidates, dont beaucoup n'ont pas accès aux médias traditionnels et aux plateformes en ligne et ne peuvent pas se permettre le coût du temps d'antenne à la radio et à la télévision, ce qui a découragé certaines aspirantes candidates de se présenter. L'Ouganda a également connu l'une des campagnes présidentielles les plus violentes de son histoire. À l'approche du jour du scrutin, les forces de sécurité ont violemment arrêté des dizaines de personnes, dont des membres de l'opposition, des journalistes et des opposants candidats à la présidence. La réponse des forces de sécurité aux manifestations exigeant leur libération a fait au moins 54 morts et, après l'élection, l'inquiétude monte quant aux disparitions forcées présumées de dissidents dans tout le pays.<sup>8</sup>

En **Afghanistan**, les participants à l'étude ont fait état d'une détérioration des perspectives économiques et d'une augmentation de la précarité de l'emploi. Les femmes qui ont perdu leur emploi lors de la pandémie n'ont pas été réembauchées. La situation sécuritaire s'est aggravée. Le nombre d'assassinats ciblés et d'attaques contre des représentants de la société civile et des médias a augmenté. Cette situation est problématique en soi, mais elle signifie également que les groupes et réseaux de la société civile sont moins aptes à fonctionner. Le processus de distribution du vaccin en Afghanistan a déjà exacerbé les inégalités. Les participants à la recherche ont noté que le déploiement du vaccin a commencé avec les hauts fonctionnaires du gouvernement, plutôt qu'avec ceux qui sont en première ligne de la réponse, comme les infirmières et les médecins, qui sont plus à risque.

<sup>6</sup> ActionAid, 2020. 'Financement, partenariats et coordination humanitaires durant la crise de la COVID-19 : Perspectives des organisations locales dirigées par des femmes et des organisations de défense des droits des femmes'

<sup>7</sup> Daily Monitor, 2020. 'Les ONG mettent le gouvernement au défi de prouver ses allégations sur le financement du terrorisme'

<sup>8</sup> DW, 2021. 'Ouganda : malaise après les enlèvements présumés lors des élections'

---

En mars 2021, les participants à la recherche ont estimé que la situation des soins de santé au **Nigeria** avait empiré. Le gouvernement du Nigeria n'est pas en mesure de fournir des informations actualisées et spécifiques sur la COVID-19 ou des équipements de protection individuelle (EPI) aux femmes et aux filles handicapées et aux femmes et aux filles LGBTQ. En outre, les gouvernements des États ne sont pas en mesure de promouvoir les services de santé généraux, et encore moins les services de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) tels que les soins prénatals et postnatals. Outre les exécutions extrajudiciaires qui ont eu lieu pendant la phase de confinement, le Nigeria est également confronté à de multiples problèmes de conflit et d'insécurité, qui risquent tous de rendre l'impact de la COVID-19 particulièrement dévastateur. Les régions du nord du Nigeria déjà touchées par des conflits violents risquent particulièrement de voir la violence s'intensifier. Boko Haram a multiplié ses attaques alors que le nombre de cas dans l'État de Borno augmente. Les participants à la recherche se sont inquiétés de l'absence de volonté politique de mettre en œuvre des programmes qui privilégieraient l'engagement avec la société civile travaillant dans les domaines de l'égalité des sexes, de la paix et de la sécurité plutôt qu'avec les acteurs militaires, empêchant ainsi la possibilité d'une solution durable à l'insécurité accrue au Nigeria.

### 3. Résultats

Ce projet, rapport et cette base de données fournissent des recommandations claires pour que les réponses à la Covid-19, ainsi qu'aux futures pandémies et crises, soient fondées sur une analyse de la dimension de genre solide, participative et efficace, axée à la fois sur la paix et l'égalité des sexes. Ces recommandations permettront aux gouvernements, aux agences multilatérales, aux donateurs, aux ONGI et à la société civile de mettre en place des politiques et des programmes plus efficaces qui tiennent compte des impacts différenciés de la COVID-19 ainsi que des crises et pandémies futures.

Les recommandations de ce rapport ont été élaborées à partir d'études documentaires et d'entretiens avec des informateurs clés (KII) auprès de plus de 200 organisations dans 10 pays. Ces données montrent que l'impact de la Covid-19 exacerbe les inégalités entre les sexes, ainsi que les conflits et l'insécurité. Les effets de la COVID-19 sont mondiaux, mais pas universels. Bien que des thèmes récurrents apparaissent dans tous les contextes, ils se manifestent différemment selon les contextes et les identités entrecroisées des femmes et des filles. L'analyse montre que l'impact sur les femmes et les filles en particulier, mais aussi sur les hommes et les garçons, est amplifié s'ils sont : d'une race minoritaire ; d'une minorité religieuse ou ethnique ; handicapés ; vivant dans une zone ou un territoire rural ; d'une classe ou d'un statut socio-économique perçu comme « inférieur » ; jeunes ou plus âgés ; LGBTQI ; veufs, célibataires ou dans un ménage dirigé par une femme ; déplacés ; ou ayant un statut d'immigration précaire.

La COVID-19 a accentué la marginalisation des femmes dans ces groupes, tout comme ce sera le cas lors de futures pandémies et crises s'il n'y a pas de progrès global sur les droits des femmes et des filles et sur le programme FPS. Le programme FPS fournit un cadre essentiel pour des politiques et des programmes durables qui, s'ils sont mis en œuvre, permettront de parvenir à des sociétés plus pacifiques et garantir les droits des femmes

---

et des filles. Cette recherche participative et ses recommandations peuvent catalyser la réalisation future des objectifs du programme FPS en initiant de nouvelles relations, ou en renforçant les relations existantes, entre les gouvernements, la communauté internationale, la société civile et les organisations féministes et de défense des droits des femmes. Il est donc essentiel que la prévention, les réponses et les rétablissements actuels et futurs soient adaptés pour s'assurer qu'ils répondent aux divers droits, besoins et expériences des femmes et des filles.

**Financement:** Les recommandations formulées dans ce rapport pour la réponse et le redressement de la planète face à COVID-19, et aux futures pandémies et crises, nécessitent un financement et des changements immédiats des modèles de financement actuels. Les donateurs devront s'assurer qu'ils renforcent l'accès aux financements à long terme, directs, essentiels et flexibles pour les organisations de femmes, en particulier celles basées dans le Sud et celles qui travaillent à l'intersection d'identités marginalisées. Il faudra également que les donateurs modifient leurs modèles de financement afin de s'assurer qu'en cas de crise, ils puissent prendre des décisions rapides et participatives pour garantir le financement des programmes d'intervention d'urgence, tout en veillant à ce que les partenaires disposent d'une flexibilité en matière de rapports pour les projets existants.

**Changement des normes sociales:** Les conclusions de ce rapport et l'inégalité omniprésente entre les sexes sont directement liées au patriarcat, au pouvoir et aux normes sociales qui excluent et marginalisent les femmes et les filles et bafouent leurs droits, leurs besoins et leurs expériences (en particulier pour les personnes déplacées, les réfugiés, les minorités ethniques ou religieuses, les femmes et les filles âgées, adolescentes ou veuves). Les recommandations de ce rapport exigent des donateurs et des gouvernements qu'ils soutiennent et financent le changement des normes sociales et de genre qui se concentre sur des approches holistiques et transformatrices, qui s'engagent avec un large éventail de parties prenantes qui ont un impact (en soutenant ou en bloquant) sur l'adoption d'initiatives en matière d'égalité des sexes.

**Approche globale de la réponse aux pandémies et aux crises, et réalisation de l'agenda de sécurité du FPS:** Les recommandations présentées dans cet exposé sont interconnectées. Les thèmes liés à une recommandation sont souvent liés à d'autres. Il est donc essentiel que lorsque la communauté internationale et les gouvernements mettent en œuvre ces recommandations, ils le fassent de manière globale. Si l'on se contente d'aborder et de privilégier une seule recommandation, la réponse et la préparation à la Covid-19 (et aux futures pandémies et crises) continueront d'exclure les femmes et les filles et d'exacerber l'inégalité des sexes, l'insécurité et les conflits.

### 3. Recommandations et données probantes

- 1. Élaborer des plans d'intervention d'urgence tenant compte de l'égalité des sexes:** des plans d'intervention d'urgence tenant compte de l'égalité des sexes en cas de pandémie ou de crise doivent être élaborés par les gouvernements et soutenus par la communauté internationale dès le début de la crise, puis mis à jour régulièrement en fonction de l'évolution de la situation. Les plans d'intervention d'urgence doivent tenir compte de l'impact différencié de la COVID-19, et des futures pandémies et crises, sur les femmes, les filles, les hommes et les garçons, en considérant leurs identités croisées. Pour la réponse à la Covid-19, lorsque des plans d'intervention d'urgence tenant compte de l'égalité des sexes existent, ils doivent être mis à jour et contrôlés régulièrement, et lorsqu'ils n'existent pas, ils doivent être élaborés comme priorité immédiate. De tels plans doivent prendre en compte les droits, les besoins, les intérêts et les expériences de femmes et filles diverses. Ces plans doivent être élaborés en étroite collaboration avec la société civile (en particulier les organisations de femmes), être participatifs et tenir compte des différents contextes locaux et régionaux. Ils devraient se fonder sur une analyse intersectionnelle des conflits liés au genre et sur des données incluant et désagrégeant le genre et d'autres identités croisées, y compris, mais sans s'y limiter, l'âge, la race, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, les minorités religieuses et ethniques, en tenant dûment compte des questions de position socio-économique, de statut relationnel et de handicap. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 10 du [rapport](#).)
- 2. Garantir l'accès et l'investissement dans des soins de santé complets:** À long terme, les services de soins de santé, les gouvernements et la communauté internationale devraient augmenter les investissements pour remédier à la dépriorisation et au sous-financement historiques des services de santé, en particulier des services destinés aux femmes et aux filles. Cette augmentation des investissements à long terme doit s'accompagner de réponses immédiates qui protègent et garantissent l'accès des femmes et des filles (y compris celles qui vivent dans des régions éloignées et touchées par des conflits) aux services. Les services de santé à long et à court terme doivent : être accessibles ; permettre aux femmes et aux filles d'avoir un accès égal aux moyens de prévention et de protection ; être connectés aux organisations locales et aux autorités locales et travailler avec elles ; inclure la santé mentale et le soutien psychosocial ; soutenir la sécurité et le bien-être des travailleuses de la santé de première ligne, en reconnaissant notamment l'importance des soins non rémunérés qu'elles prodiguent en dehors de leur travail ; et servir les femmes et les filles, en particulier celles qui ont des identités marginalisées multiples et croisées. Pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, la communauté internationale devrait également continuer à soutenir financièrement le programme COVAX, et offrir les doses de vaccin excédentaires que les pays à revenu élevé se sont procurées. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 12 du [rapport](#).)
- 3. Assurer la fourniture de services de santé et de droits en matière de sexualité et de procréation (SDSP):** Les gouvernements et la communauté internationale doivent financer et donner la priorité aux programmes de santé et droits sexuels et de procréation dans le cadre de l'initiative COVID-19, ainsi que de la réponse et du redressement en

---

cas de pandémie et de crise. Ces programmes devraient veiller à ce que les services soient accessibles et que d'autres mécanismes de réponse, tels que les mesures de confinement, n'empêchent pas l'accès aux services SDSP. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 15 du [rapport](#).)

- 4. Considérer la prévention, la protection et la réponse à la violence basée sur le genre (VBG) comme essentielles:** Les gouvernements et la communauté internationale devraient financer et, particulièrement pendant les crises, considérer la prévention, la protection et la réponse à la VBG comme essentielles. Pour cela, il faudrait que divers groupes de femmes, de filles et d'organisations de défense des droits des femmes s'engagent de manière significative dans la conception, le suivi et la mise en œuvre des réponses. Il convient de renforcer les mécanismes de signalement et l'accès à la justice, et d'établir des mécanismes de coordination et des voies d'orientation qui soient : inclusifs pour les organisations internationales et nationales, accessibles et adaptés au contexte de la crise. Des normes minimales et des procédures opérationnelles standard doivent être élaborées pour tous les prestataires de services gouvernementaux et non gouvernementaux. La fourniture de services doit être soutenue par la législation, la sensibilisation et le changement des normes sociales. La prévention, la protection et la réponse à la VBG doivent être intégrées dans les programmes humanitaires, de consolidation de la paix et de développement. Ces programmes doivent aborder toutes les formes de violence à l'égard des femmes (VAWG), y compris le mariage des enfants, la violence domestique, les mutilations génitales féminines (MGF), la traite, la violence sexuelle, le harcèlement sexuel et la violence en ligne, ainsi que la nature interconnectée de toutes les formes de VBG. D'autres mécanismes de réponse devraient évaluer l'impact potentiel sur la VBG avant d'être mis en place pour s'assurer qu'ils n'exacerbent pas les inégalités existantes, en particulier l'exposition à la violence (voir la recommandation 1 sur les plans d'intervention d'urgence tenant compte de la dimension du genre). (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 16 du [rapport](#).)
- 5. Transformer les modèles économiques, les moyens de subsistance et la protection sociale, et prendre en compte les soins non rémunérés:** à long terme, les modèles économiques doivent changer pour s'assurer qu'ils sont centrés sur les personnes et l'environnement. À court et moyen terme, les gouvernements et la communauté internationale doivent financer des alternatives de moyens de subsistance ainsi qu'une protection sociale universelle qui s'adresse spécifiquement aux femmes de l'économie informelle et aux personnes travaillant dans les secteurs les plus touchés qui ont perdu leur emploi et leur revenu sans protection sociale ni épargne à laquelle se raccrocher. Ces mesures devraient inclure des programmes d'urgence d'aide en espèces et de sécurité alimentaire (en plus du soutien et de la création d'associations villageoises d'épargne et de crédit), ainsi que l'accès à des réseaux, des groupes et des formations. Elles doivent également assurer la protection juridique des femmes et des filles, en particulier celles qui travaillent dans le secteur informel et celles dont le statut d'immigration est précaire, ainsi que la fourniture d'EPI si nécessaire. Il convient également de suspendre la nécessité de rembourser les prêts aux institutions, y compris les banques. La planification nationale et locale de la réponse à la pandémie

---

doit reconnaître et corriger la charge disproportionnée que les femmes et les filles assument en matière de soins non rémunérés. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 20 du [rapport](#).)

- 6. Améliorer l'accès égalitaire et tenant compte de la dimension du genre à l'information, aux technologies et à la sécurité en ligne:** Les gouvernements et la communauté internationale devraient veiller à ce que les femmes et les filles marginalisées, dans les régions éloignées et touchées par les conflits, puissent accéder à l'éducation, au travail, aux informations et aux espaces en ligne. Cela pourrait inclure un accès gratuit ou subventionné à l'internet et aux appareils intelligents afin d'éviter toute exclusion supplémentaire. Les plateformes en ligne doivent faire en sorte que les femmes et les filles qui accèdent aux espaces en ligne soient protégées contre la diffamation, les attaques et les menaces en ligne, et lutter contre la désinformation diffusée en ligne. Les plans d'urgence doivent également prendre en compte la connectivité, outre internet, dans les zones sans électricité ou touchées par des coupures de courant. En plus des espaces en ligne, des campagnes « Connaissez vos droits » et de sensibilisation à la fourniture de services doivent être organisées. Ces campagnes de sensibilisation devraient cibler les femmes et les filles, ainsi que les personnes qui prennent des décisions sur leur vie. Les campagnes devraient systématiquement combattre la désinformation. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 24 du [rapport](#).)
- 7. Donner la priorité à la paix et réduire le militarisme et l'insécurité:** Les gouvernements et la communauté internationale devraient veiller à ce que les réponses à la COVID-19, ainsi qu'aux crises et pandémies futures, soient centrées sur les personnes et sur les besoins de la communauté, plutôt que sur les autorités. Ils doivent s'assurer que les mesures de réponse aux crises, en particulier si les services de sécurité sont impliqués dans la mise en œuvre, tiennent compte de l'égalité des sexes et n'ont pas d'impact négatif sur les femmes et les filles. Il faudra pour cela procéder à une analyse continue des conflits liés au genre afin d'atténuer les réponses militarisées aux crises. Les États doivent cesser de fournir des armes et des équipements militaires pendant les crises. La communauté internationale et les gouvernements devraient plaider en faveur de la paix, des cessez-le-feu et de la levée des fermetures ou des blocus préexistants afin de s'assurer que la crise n'est pas exacerbée par une augmentation des conflits et de l'insécurité. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 26 du [rapport](#).)
- 8. Favoriser la participation effective des femmes dans les sphères publique, privée et politique:** les gouvernements et la communauté internationale devraient soutenir la participation significative à court et à long terme des femmes et des filles dans toutes les sphères publiques, privée et politique. Ils devraient veiller à ce qu'il y ait un équilibre entre les sexes dans toutes les équipes de décision aux niveaux local, national et international. Cela devrait, au moins, garantir que la participation politique des femmes et des filles à tous les volets du processus de paix soit traitée de façon prioritaire. Des quotas devraient être instaurés à l'échelle mondiale pour accroître la participation des femmes et des filles ; toutefois, cette participation devrait être intersectionnelle, en mettant l'accent sur la participation active et significative des groupes de femmes et



---

de filles les plus marginalisés, et pas seulement de ceux qui ont le plus souvent accès aux espaces de prise de décision. Les gouvernements et la communauté internationale devraient soutenir la mise en place de réseaux et d'espaces sécurisés pour les femmes et les filles et impliquer les organisations de femmes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes de participation. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 28 du [rapport](#).)

**9. Financer les organisations, réseaux et mouvements féministes et de défense des droits des femmes:** les gouvernements et la communauté internationale devraient reconnaître officiellement le rôle essentiel des organisations, réseaux et mouvements féministes et de défense des droits des femmes, et leur allouer des ressources adéquates par le biais d'un financement direct, fondamental, flexible et à long terme. Ils doivent permettre aux organisations, réseaux et mouvements de défense des droits des femmes de modifier leur programmation pendant les phases de réponse aux crises aiguës et de redressement, sans accord préalable des donateurs ni obligation de rendre compte. Les ONG internationales et les donateurs doivent s'engager dans des partenariats solides et équitables, axés sur les besoins contextuels nationaux et locaux plutôt que sur les priorités internationales et celles des donateurs. Les organisations, réseaux et mouvements de défense des droits des femmes doivent bénéficier d'un soutien psychosocial afin que le personnel de première ligne ait accès à des services pour son propre bien-être. Au besoin, faciliter le renforcement des organisations, réseaux et mouvements de défense des droits des femmes, notamment en leur offrant un financement flexible, afin qu'ils puissent concevoir leur propre renforcement organisationnel et soutenir le bien-être de leur personnel et de leurs communautés, autant que nécessaire. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 31 du [rapport](#).)

**10. Investir dans la responsabilisation, la transparence et les approches transformatrices:** les gouvernements doivent s'assurer qu'ils sont responsables devant la population de leur pays. La communauté internationale doit s'assurer que son financement est dans l'intérêt du pays dans lequel elle travaille, et que le financement est transparent et les bénéficiaires responsables. Elle doit veiller à la responsabilité publique de l'utilisation des fonds, en particulier ceux destinés à la réponse aux crises, et à ce que les donateurs et les gouvernements soient responsables du financement de la réponse aux pandémies. Il convient également de veiller à ce que les recettes nationales (par exemple par le biais de la collecte des impôts) soient prises en charge et distribuées de manière équitable. Les gouvernements doivent s'attaquer à la corruption, en particulier celle liée à la réponse à la pandémie. Les donateurs devraient utiliser l'espace diplomatique pour plaider en faveur de la responsabilité, de la transparence et de l'espace pour la société civile. En outre, les donateurs devraient adopter et financer des politiques et des programmes qui s'attaquent aux normes sociales patriarcales qui perpétuent l'inégalité des sexes. (Les données probantes complètes pour cette recommandation se trouvent à la page 34 du [rapport](#).)

## 4. Partners



Ce document est un rapport indépendant commandé et financé par le Foreign, Commonwealth & Development Office. Il a été financé grâce à l'aide du gouvernement britannique ; toutefois, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur ou des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions d'ONU Femmes, des Nations Unies ou de toute autre organisation affiliée.

This report is funded by:

